

A l'attention de :

Monsieur Emmanuel Macron, Président de la République Française

Bruxelles, 30 octobre 2023

Objet : Questions relatives aux droits humains en vue de votre visite au Kazakhstan et en Ouzbékistan

Monsieur le Président,

Au nom d'International Partnership for Human Rights (IPHR), une ONG internationale basée à Bruxelles qui travaille en collaboration étroite avec des groupes de la société civile à travers l'Asie centrale, nous vous écrivons en vue de votre prochaine *visite* au Kazakhstan et en Ouzbékistan les 1er et 2 novembre 2023.

Malgré les discours officiels concernant des réformes politiques et un processus de modernisation, accompagnés de quelques mesures limitées prises à ces fins, des rapports crédibles émanant de groupes de la société civile (et d'activistes) tant au Kazakhstan qu'en Ouzbékistan indiquent que la situation des droits humains dans les deux pays demeure non seulement grave, mais qu'elle s'est encore détériorée récemment. Nous vous prions de saisir cette opportunité de rencontres avec le président Tokayev et le président Mirziyoyev pour soulever vos préoccupations concernant ce développement inquiétant. En particulier, nous vous appelons à soulever la question de l'absence de responsabilité pour les graves violations des droits humains liées aux crises observées dans les deux pays en 2022, lorsque les autorités ont eu recours à des mesures sévères pour mettre fin aux manifestations de masse, essentiellement pacifiques, contre les politiques gouvernementales lors des événements de janvier 2022 au Kazakhstan et de juillet 2022 dans la République du Karakalpakstan en Ouzbékistan.

À la suite de ces événements, les mesures prises tant pour enquêter sur les allégations de recours excessif à la force, de torture, mauvais traitements et autres violations des droits des manifestants, que pour traduire les responsables en justice, ont manqué d'indépendance, de rigueur et d'efficacité, entraînant une impunité généralisée pour les violations graves des droits humains lors de ces crises. En outre, l'impact de ces événements sur les libertés fondamentales dans les deux pays a été dramatique. IPHR et ses partenaires ont documenté une augmentation

des intimidations, du harcèlement et des persécutions à caractère politique à l'encontre des défenseurs des droits humains, des militants, des avocats indépendants, des journalistes et des blogueurs qui s'expriment contre des politiques gouvernementales et pour défendre les droits des citoyens tant au Kazakhstan qu'en Ouzbékistan. La pression exercée sur les médias indépendants et les restrictions sur l'accès à des sources d'informations alternatives via Internet ; les restrictions excessives et injustifiées au fonctionnement des organisations indépendantes de la société civile ; et des pratiques portant atteinte au droit de manifester pacifiquement font partie des tendances inquiétantes qui continuent de miner l'espace civique dans les deux pays.

La détérioration de la situation telle que décrite ci-dessus a été documentée en détail dans un récent [rapport](#) sur les principales tendances concernant l'espace civique et la protection des libertés fondamentales dans les cinq pays d'Asie centrale, préparée par IPHR et ses organisations partenaires dans la région.

Nous vous prions également de saisir cette occasion pour rappeler aux dirigeants du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan, à la fois publiquement et en privé, que la France et l'Union européenne accordent une attention particulière au respect par leurs gouvernements des normes internationales en matière de droits humains et qu'elles attendent des progrès concrets dans ce domaine comme condition d'un renforcement supplémentaire des partenariats et de la coopération dans différents domaines.

Nous vous remercions par avance de l'attention que vous porterez à notre appel et vous souhaitons des discussions fructueuses avec les dirigeants kazakhs et ouzbeks.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur le Président, l'expression de nos sentiments distingués.



Brigitte Dufour

International Partnership for Human Rights (IPHR)